

No. 35581

**France
and
Slovakia**

**General Agreement on security between the Government of the French Republic and
the Government of the Slovak Republic (with annex). Paris, 20 March 1997**

Entry into force: 4 July 1997 by notification, in accordance with article XIV

Authentic texts: *French and Slovak*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 4 March 1999*

**France
et
Slovaquie**

**Accord général de sécurité entre le Gouvernement de la République française et le
Gouvernement de la République slovaque (avec annexe). Paris, 20 mars 1997**

Entrée en vigueur : 4 juillet 1997 par notification, conformément à l'article XIV

Textes authentiques : *français et slovaque*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 4 mars 1999*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD GÉNÉRAL DE SÉCURITÉ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUB-
LIQUE SLOVAQUE

Le Gouvernement de la République française

et

Le Gouvernement de la République slovaque, ci-après dénommés les Parties,

Désireux d'assurer la protection de toutes les informations et matériels classifiés, échangés entre les Parties dans le cadre d'accords de coopération conclus ou à conclure et dans le cadre d'appels d'offres, contrats ou commandes d'organismes publics ou privés des Parties,

Souhaitant élaborer les règles de protection des informations et matériels classifiés,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1er

Aux fins du présent accord il faut entendre :

1) Par "informations et matériels classifiés", les informations et les matériels de toute nature auxquels a été attribué un niveau de classification ou de protection défini à l'article 5 du présent accord, qui requièrent, dans l'intérêt de la sécurité nationale, conformément aux législations et réglementations nationales des Parties une protection contre l'un des faits suivants :

La compromission, la destruction, le détournement, la soustraction, la divulgation ou la perte d'une information ou matériel classifié ;

L'accès de personnes(s) non habilitée(s) à une telle information ou à un tel matériel.

2) Par "informations classifiées", toute information dont le contenu est classifié quels que soient la forme de son expression et le mode de sa transmission.

3) Par "matériels classifiés", tout support d'informations, quel qu'il soit et notamment tout document produit ou matière sur lequel, ou dans lequel, les informations peuvent être enregistrées ou intégrées sans préjudice de leur caractère physique.

4) Par "partie destinataire", la partie à laquelle est délivré une information et/ou un matériel classifié par l'utilisateur.

5) Par "partie transmettante", la partie qui délivre (transmet) une information ou un matériel classifié.

6) Par "utilisateur", la personne physique ou morale qui a été chargée d'exécuter en particulier par contrat et par commande les demandes présentées et qui a été soumise à la vérification du point de vue de la sécurité jusqu'à un certain degré de confidentialité et, qui dispose de mesures de sécurités adéquates pour assurer la protection des informations et matériels classifiés selon les degrés de confidentialité de la demande.

7) Par "demandeur", la partie ou l'organisme chargé par elle qui présente une demande ou qui demande l'accès aux informations et matériels classifiés.

8) Par "établissement", tout établissement relevant d'un organisme public ou privé où sont traités, gardés ou conservés les informations et matériels classifiés.

9) Par "tierce partie", les gouvernements qui ne sont pas définis en tant que "Parties" au présent accord ainsi que les personnes physiques ou morales ayant la nationalité des États de ces gouvernements.

10) Par "autorité à l'origine", la personne physique ou morale qui est à l'origine des informations et matériels classifiés.

Article II

1) Conformément à leur législation nationale, les Parties prennent les mesures nécessaires à la protection des informations et matériels classifiés, mis à la disposition lors de l'exécution du présent accord, et garantissent aux informations et matériels classifiés reçus la même protection qu'à leur propres informations et matériels classifiés de classification équivalente.

2) Les Parties ne donneront accès à une tierce partie qu'après accord préalable écrit de la Partie d'origine.

3) Les Parties s'engagent à assurer sur le territoire de leur État les inspections de sécurité nécessaires et le respect des principes de protection des informations et matériels classifiés.

Article III

Les autorités de sécurité désignées pour le présent accord sont :

Pour la France, le secrétariat général de la défense nationale;

Pour la République slovaque, le ministère de l'intérieur.

Article IV

L'accès aux informations et matériels classifiés sera limité uniquement aux personnes dont les fonctions nécessitent l'accès à ces informations et matériels classifiés sur la base du besoin d'en connaître et qui ont été habilitées et autorisées par les autorités compétentes.

Article V

1) Les Parties ayant pris connaissance des mesures de sécurité prescrites par leur législation et réglementation nationale respectives s'engagent à assurer la protection des informations et matériels classifiés échangés dans le cadre du présent accord et adoptent l'équivalence des niveaux de protection définis dans le tableau ci-dessous.

France	Slovaquie
Secret Défense	Prisne Tajne-Tajne

Confidentiel Défense Tajne

2) Chacune des Parties s'engage à la réception d'informations et de matériels classifiés en provenance de l'autre Partie à y apposer ses propres timbres nationaux de classification conformément aux équivalences définies dans le tableau ci-dessus.

3) Les Parties s'informent mutuellement de tout changement ultérieur de classification.

Article VI

Afin d'atteindre et de maintenir des normes de sécurité comparables, chaque Partie doit, sur demande, fournir à l'autre Partie des informations sur ses règles de sécurité, ses procédures et ses pratiques en ce qui concerne la protection des informations et matériels classifiés et doit, dans ce but, faciliter les contacts des autorités de sécurité désignées par l'autre Partie.

Article VII

1) Les informations et matériels classifiés sont transmis d'une Partie à l'autre Partie par la voie diplomatique.

2) Les Parties peuvent convenir par un accord mutuel de ce que les informations et matériels classifiés peuvent être transportés par un moyen autre que diplomatique ou militaire, dans la mesure où l'emploi du courrier s'avèrerait inapproprié et pourrait rendre plus difficile leur transport.

3) La Partie destinataire confirme la réception des informations et matériels classifiés et les transmet à la personne ci-définie à l'article 1er selon sa réglementation nationale dans le domaine de la sécurité.

Article VIII

1) Chaque Partie porte à la connaissance de ses établissements d'existence du présent accord, dès lors que des informations et matériels classifiés sont concernés.

2) Chaque Partie s'engage à assurer que tous les établissements recevant des informations et matériels classifiés respectent dûment les dispositions de cet accord.

3) Les autorités de sécurité de chacune des Parties établissent et diffusent des instructions et des procédures de sécurité relatives à la protection des informations et matériels classifiés.

Article IX

1) L'accès aux informations et matériels classifiés et aux locaux, où sont menés des projets classifiés, est accordé par une Partie à tout ressortissant de l'autre Partie, sous réserve qu'une autorisation préalable ait été donnée par les autorités compétentes de sécurité de l'autre Partie.

2) Cette autorisation est délivrée, seulement à partir des demandes de visites, aux ressortissants qui ont été habilités au niveau requis conformément à la classification du sujet

et autorisés à traiter des informations et matériels classifiés (ci-après dénommés les visiteurs).

3) L'autorité compétente de la partie demanderesse fait connaître à l'autorité compétente de la partie visitée les noms des visiteurs, au moins vingt jours avant la date proposée de la visite. En cas de nécessité particulière, cette autorisation de visite est donnée dans les meilleurs délais entre les Parties.

4) Les demandes de visites sont formulées conformément aux procédures de la partie visitée et contiennent au minimum les renseignements visés en annexe qui fait partie intégrante de l'accord.

5) Pour tout projet, programme ou contrat particulier, il est possible, à condition d'obtenir l'approbation des deux Parties, d'établir des listes de visiteurs périodiques sous réserve de l'accord préalable des autorités compétentes de sécurité. Ces listes sont valables pour une durée initiale de douze mois, pouvant être prolongée après entente entre les autorités compétentes de sécurité par des périodes supplémentaires n'excédant pas douze mois.

Ces listes doivent être établies et présentées conformément aux dispositions en vigueur prises par la Partie destinataire.

Une fois qu'une liste a été approuvée, les procédures relatives aux visites s'effectuent, pour les personnels dont les noms figurent sur la liste, directement auprès des établissements concernés.

6) Les visiteurs doivent traiter, conformément aux dispositions du présent accord, les informations qui peuvent être portées à leur attention ou celles qui peuvent parvenir à leur connaissance lors de la visite.

Article X

1) En cas de transmission d'informations et matériels classifiés par une Partie au bénéfice des utilisateurs de l'autre Partie, la Partie qui reçoit est obligée en ce qui concerne l'utilisateur :

De s'assurer que leurs installations sont en mesure de protéger, comme il convient, les informations ;

De leur accorder une habilitation de sécurité au niveau requis;

D'accorder une habilitation au niveau requis aux personnes dont les fonctions nécessitent l'accès à ces informations et matériels classifiés ;

De s'assurer que toutes les personnes ayant accès à ces informations sont informées de leurs responsabilités en matière de protection des informations conformément aux lois en vigueur ;

D'effectuer des inspections régulières de sécurité de leurs installations.

2) Pour tout contrat ou contrat de sous-traitance comportant des informations classifiées, il est établi une annexe de sécurité. Dans cette annexe, l'autorité à l'origine de l'information précise celles à protéger par la Partie qui les reçoit ainsi que le niveau de protection qui leur est applicable. Seule l'autorité à l'origine peut modifier le niveau de classification d'une information dans une annexe de sécurité.

Article XI

1) En cas de compromission, de destruction, de détournement, de soustraction, de reproduction non autorisée, de divulgation, de perte, effective ou présumée, d'informations classifiées, la Partie à qui elles ont été transmises mène une enquête et prend toute mesure appropriée, conformément à ses lois et règlements nationaux, et informe sans délai l'autorité à l'origine de ces faits ainsi que des mesures prises et des résultats.

2) Cette notification doit contenir une quantité suffisante de détails pour que l'autorité à l'origine puisse procéder à une évaluation complète des dommages.

Article XII

1) Tout désaccord relatif à l'interprétation ou à l'application des mesures prises dans le présent accord est réglé par consultation entre les représentants des deux Parties.

2) Pendant la durée de ce désaccord les deux Parties continuent de respecter les obligations qui découlent de l'accord.

Article XIII

Chaque Partie prend à sa charge, dans la limite de ses dispositions budgétaires, tous les frais encourus pour la mise en oeuvre du présent accord et l'application de ses dispositions.

Article XIV

1) Chacune des Parties notifiera à l'autre l'accomplissement des procédures constitutionnelles requises en ce qui la concerne pour l'entrée en vigueur du présent accord qui prendra effet le jour de la réception de la dernière notification.

À compter dudit jour, ces dispositions s'appliquent également aux informations et matériels classifiés échangés préalablement à l'entrée en vigueur de l'accord.

2) Le présent accord peut être amendé à tout moment par accord écrit des Parties, pris dans les mêmes formes.

3) Le présent accord est conclu pour une période indéterminée et reste en vigueur jusqu'à ce qu'une des Parties notifie par écrit son intention de mettre fin à cet accord.

4) Les Parties s'engagent, au cours du délai de dénonciation de l'accord à mettre à jour mutuellement l'ensemble des informations et matériels classifiés obtenus ou échangés, de telle manière que puissent être déterminés clairement quels sont les informations et matériels classifiés qui sont encore soumis au régime de classification et quels sont ceux qui n'y sont plus.

Article XV

En foi de quoi, les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leur sceau.

Fait à Paris le 20 mars 1997 en double exemplaire, en langue française et slovaque, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

HERVÉ DE CHARETTE

Pour le Gouvernement de la République slovaque :

PAVOL HAMZIK

ANNEXE À L'ACCORD GÉNÉRAL DE SÉCURITÉ ENTRE LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE
SLOVAQUE

La demande de visite donnée selon l'article 9, alinéa (4) doit contenir notamment :

1. Le nom et le prénom du visiteur, la date et le lieu de naissance, la nationalité et le numéro du passeport ;
2. L'emploi et la fonction du visiteur, le nom de l'établissement qui l'emploie ;
3. Le niveau d'habilitation du visiteur, authentifié par un certificat de sécurité à fournir par la partie demanderesse;
4. La date proposée de la visite et la durée prévue ;
5. L'objet de la visite et toutes indications utiles sur les sujets à traiter et les niveaux de classification des informations et matériels classifiés ;
6. Le nom des établissements, des installations et locaux, objets de la visite ;
7. Les noms et prénoms des personnes qui doivent recevoir le visiteur ;
8. L'autorisation provisoire -- l'accord de l'autorité compétente de sécurité ;
9. La date, la signature et l'apposition du timbre officiel de l'autorité compétente de sécurité.

[SLOVAK TEXT — TEXTE SLOVAQUE]

VŠEOBECNÁ BEZPEČNOSTNÁ DOHODA

medzi vládou Francúzskej republiky a vládou Slovenskej republiky
o výmene utajovaných skutočností

Vláda Francúzskej republiky

a

vláda Slovenskej republiky

(ďalej len "strany"), želajúc si zabezpečiť ochranu všetkých utajovaných skutočností vymieňaných medzi stranami v rámci uzavretých alebo budúcich dohôd o spolupráci, verejného obstarávania, obchodných kontraktov a objednávok týkajúcich sa slovenských a francúzskych štátnych, verejných a súkromných zariadení

a vedené želaním vypracovať pravidlá ochrany utajovaných skutočností

dohodli sa t a k t o :

Článok 1

Na účely tejto dohody:

1. "utajované skutočnosti" sú všetky informácie a veci, ktorým bol udelený stupeň utajenia alebo ochrany podľa článku 5 tejto dohody a ktoré si v záujme národnej bezpečnosti a v súlade s vnútroštátnymi právnymi predpismi štátov strán vyžadujú ochranu proti

- a/ neoprávnenej manipulácii, poškodeniu, zničeniu, zneužitiu
odcudzeniu, nepovolenej reprodukcii, vyzradeniu alebo
strate,
b/ prístupu neoprávnených osôb;
2. "utajovaná informácia" je každá informácia, ktorej obsah je utajovaný, bez ohľadu na jej formu alebo spôsob jej prenosu;
 3. "utajovaná vec" je každý nosič informácie a najmä každý dokument, výrobok alebo predmet, na ktorom alebo v ktorom môže byť informácia zaznamenaná alebo inak obsiahnutá bez ohľadu na jeho fyzickú podstatu;
 4. "prijímajúca strana" je strana, ktorej sa vydáva utajovaná skutočnosť;
 5. "odovzdávajúca strana" je strana, ktorá utajovanú skutočnosť vydáva;
 6. "vykonávateľ" je fyzická alebo právnická osoba, ktorá bola poverená vykonaním obchodných kontraktov alebo objednávok, je preverená z hľadiska bezpečnosti do určitého stupňa utajenia a disponuje vhodnými bezpečnostnými opatreniami, aby zabezpečila utajovaným skutočnostiam ochranu podľa udeleného stupňa utajenia;
 7. "objednávateľ" je strana alebo ňou poverený orgán, ktorý žiada o prístup k utajovaným skutočnostiam;
 8. "zariadenie" je štátna, verejná alebo súkromná právnická osoba alebo organizácia, kde sa pracuje s utajovanými skutočnosťami, alebo sa tu utajované skutočnosti uchovávajú;
 9. "tretie strany" sú vlády štátov, ktoré nie sú stranami tejto dohody, ako aj právnické a fyzické osoby týchto štátov;
 10. "pôvodca" je fyzická alebo právnická osoba, ktorá je pôvodcom utajovaných skutočností.

Článok 2

(1) Strany prijímú v súlade so svojimi vnútroštátnymi právnymi predpismi opatrenia potrebné na ochranu utajovaných skutočností sprostredkovaných v rámci vykonávania tejto dohody a zaručia prijímaným utajovaným skutočnostiam rovnakú ochranu ako vlastným utajovaným skutočnostiam ekvivalentného stupňa utajenia.

(2) Strany nesprístupnia príslušné utajované skutočnosti bez predchádzajúceho písomného súhlasu odovzdávajúcej strany.

(3) Strany zabezpečia na území svojho štátu potrebné bezpečnostné kontroly a dodržanie zásad ochrany utajovaných skutočností.

Článok 3

Bezpečnostné orgány určené na vykonávanie tejto dohody sú:

za Francúzsku republiku - Generálny sekretariát národnej obrany

za Slovenskú republiku - Ministerstvo vnútra Slovenskej republiky.

Článok 4

Prístup k utajovaným skutočnostiam je obmedzený výlučne na osoby, ktorých plnenie povinností si vyžaduje prístup k týmto utajovaným skutočnostiam na základe potreby ich poznať, a ktoré sú na to oprávnené a majú pevolenie bezpečnostného orgánu.

Článok 5

(1) Strany, po oboznámení sa s bezpečnostnými opatreniami obsiahnutými v ich vnútroštátnych právnych predpisoch, sa zaväzujú, že zabezpečia ochranu utajovaných skutočností vymieňaných podľa tejto dohody a prijímajú ekvivalentnosť stupňov utajenia nasledovne:

Francúzska republika	Slovenská republika
SECRET DÉFENSE	PRÍSNE TAJNÉ , TAJNÉ
CONFIDENTIEL DÉFENSE	TAJNÉ

Za určenie správneho stupňa utajenia zodpovedajú bezpečnostné orgány strán uvedené v článku 3.

(2) Každá strana sa zaväzuje, že pri prijatí utajovaných skutočností od druhej strany ich označí svojimi stupňami utajenia v súlade s ekvivalentmi určenými v tabuľke uvedenej v predošlom odseku.

(3) Strany sa vzájomne informujú o každej neskoršej zmene stupňa utajenia.

Článok 6

Pre dosiahnutie a udržanie porovnateľných noriem bezpečnosti musí každá strana na požiadanie poskytnúť druhej strane informácie o svojich pravidlách, postupoch a praxi ochrany utajovaných skutočností a v tomto zmysle musí uľahčiť kontakty bezpečnostným orgánom určeným druhou stranou.

Článok 7

(1) Utajované skutočnosti sa dopravujú zo štátu jednej strany do štátu druhej strany diplomatickou cestou.

(2) Strany sa môžu vzájomne dohodnúť, že utajované skutočnosti sa môžu dopravovať iným spôsobom než diplomatickým alebo vojenským kuriérom, pokiaľ by dodržanie kuriérnej cesty mohlo dopravu neprimerane sťažiť.

(3) Prijímajúca strana potvrdí príjem utajovanej skutočnosti a doručí ju osobe uvedenej v článku 1 bod 6 v súlade s vnútroštátnymi bezpečnostnými predpismi.

Článok 8

(1) Každá strana obvyklým spôsobom oboznámi svoje zariadenia definované v článku 1 bod 8 o existencii tejto dohody vo všetkých prípadoch týkajúcich sa utajovaných skutočností.

(2) Každá strana sa zaväzuje zabezpečiť, aby všetky zariadenia príslušne rešpektovali ustanovenia tejto dohody.

(3) Bezpečnostné orgány každej strany vypracujú a rozšíria bezpečnostné pokyny a postupy týkajúce sa ochrany utajovaných skutočností.

Článok 9

(1) Prístup k utajovaným skutočnostiam a do priestorov, kde sa realizujú utajované projekty, povoľuje strana príslušníkovi štátu žiadajúcej strany pod podmienkou, že bezpečnostný orgán žiadajúcej strany mu vydal predbežné oprávnenie.

(2) Toto povolenie sa vydáva výhradne na základe žiadosti o povolenie návštevy osobám, ktoré sú oprávnené oboznamovať sa s utajovanými skutočnosťami na príslušnom stupni utajenia.

(3) Bezpečnostný orgán žiadajúcej strany oznámi bezpečnostnému orgánu navštívenej strany mená návštevníkov

najmenej dvadsať dní pred navrhovaným termínom návštevy. V prípade nevyhnutnosti a po dohode oboch strán bude toto povolenie vydané bez zbytočného odkladu.

(4) Žiadosti o návštevy sa predkladajú v súlade s postupmi navštívenej strany a obsahujú aspoň informácie uvedené v Prílohe, ktorá je neoddeliteľnou súčasťou tejto dohody.

(5) Pre každý projekt, program alebo kontrakt je možné v prípade súhlasu oboch strán zostaviť zoznamy pravidelných návštevníkov. Tieto zoznamy majú platnosť najviac 12 mesiacov. Ich platnosť môže byť dodatočne predĺžovaná dohodou bezpečnostných orgánov, vždy však len na obdobie neprekračujúce 12 mesiacov. Zoznamy musia byť vyhotovené a predkladané v súlade s platnými právnymi predpismi navštívenej strany. Po schválení zoznamu sa návštevy osôb na ňom uvedených realizujú v príslušných zariadeniach priamo.

(6) Návštevníci musia zaobchádzať s informáciami získanými počas návštevy v súlade s ustanoveniami tejto dohody.

Článok 10

(1) V prípade odovzdania utajovanej skutočnosti v prospech vykonávateľov zo štátu druhej strany je prijímajúca strana vo vzťahu k nim povinná

- a/ ubezpečiť sa, že ich zariadenia sú schopné primerane chrániť utajované skutočnosti,
- b/ udeliť im oprávnenie na požadovanej úrovni,
- c/ udeliť oprávnenie osobám, ktorých plnenie povinností si vyžaduje prístup k týmto skutočnostiam,
- d/ ubezpečiť sa, že všetky oprávnené osoby sú informované o svojej zodpovednosti vo veci ochrany utajovaných skutočností v súlade s platnými vnútroštátnymi právnymi predpismi,
- e/ uskutočňovať pravidelné bezpečnostné kontroly ich zariadení.

(2) Pre každý medzištátny kontrakt, včítane subdodávateľského, obsahujúci utajované skutočnosti, uzatvorený saluvnými stranami z Francúzskej republiky a Slovenskej republiky, sa vyhotoví bezpečnostná príloha. V nej pôvodca určí, ktoré skutočnosti je prijímajúca strana povinná ochraňovať a stupeň ich utajenia. Iba pôvodca môže zmeniť stupeň utajenia utajovanej skutočnosti v bezpečnostnej prílohe.

Článok 11

(1) V prípade neoprávnenej manipulácie, poškodenia, zničenia, zneužitia, odcudzenia, nepovolenej reprodukcie, vyradenia, skutočnej alebo predpokladanej straty utajovaných skutočností strana, ktorej boli tieto utajované skutočnosti doručené, vedie vyšetrovanie a prijíma opatrenia v súlade so svojimi vnútroštátnymi právnymi predpismi a neodkladne oznámi pôvodcovi tieto udalosti, ako aj prijaté opatrenia a ich výsledky.

(2) Takéto oznámenie musí obsahovať dostatočné množstvo údajov, aby umožnilo pôvodcovi vykonať úplný odhad škôd.

Článok 12

(1) Všetky spory týkajúce sa výkladu alebo aplikácie ustanovení tejto dohody sa riešia konzultáciami predstaviteľov oboch strán.

(2) Počas trvania sporu obe strany naďalej rešpektujú záväzky vyplývajúce z tejto dohody.

Článok 13

Každá strana uhradí všetky náklady, ktoré jej vzniknú v súvislosti s vykonávaním tejto dohody.

Článok 14

(1) Táto dohoda podlieha schváleniu v súlade s vnútroštátnymi právnymi predpismi oboch strán a nadobudne platnosť dňom výmeny nót o tomto vnútroštátnom schválení. Odo dňa nadobudnutia platnosti tejto dohody sa jej ustanovenia vzťahujú aj na utajované skutočnosti vymieňané pred týmto dňom.

(2) Táto dohoda môže byť zmenená a doplnená na základe súhlasu oboch strán. Zmeny a doplnky musia byť vykonané písomne.

(3) Táto dohoda sa uzatvára na dobu neurčitú. Každá zo strán môže dohodu písomne vypovedať. V tomto prípade platnosť dohody skončí uplynutím šiestich mesiacov odo dňa doručenia oznámenia o výpovedi druhej strane.

(4) Strany sa zaväzujú, že v priebehu výpovednej lehoty uvedenej v odseku 3 tohto článku si vzájomne vyjasnia režim získaných alebo vymenených utajovaných skutočností tak, aby bolo jasné, ktoré utajované skutočnosti ešte podliehajú režimu utajenia a ktoré už nie.

Na dôkaz toho podpísaní splnomocnení, ktorí boli riadne splnomocnení svojimi vládami, túto dohodu podpísali.

Dané v ...*Paris*...*le 21. mai*... 1997 v dvoch pôvodných vyhotoveniach, každé v jazyku francúzskom a slovenskom, pričom obe znenia majú rovnakú platnosť.

Za vládu
Francúzskej republiky

Za vládu
Slovenskej republiky

Príloha

k Všeobecnej bezpečnostnej dohode medzi vládou Slovenskej republiky a vládou Francúzskej republiky o výmene utajovaných skutočností

Žiadosť o návštevu podávaná podľa článku 9 odsek 4 musí obsahovať najmä

- a/ meno a priezvisko návštevníka, dátum a miesto narodenia, štátnu príslušnosť a číslo pasu,
- b/ zamestnanie a funkciu návštevníka, názov zariadenia, ktoré ho zamestnáva,
- c/ stupeň utajenia, s ktorým je návštevník oprávnený oboznámiť sa, doložený oprávnením vydaným bezpečnostným orgánom štátu žiadajúcej strany,
- d/ navrhovaný dátum návštevy a jej predpokladané trvanie,
- e/ účel návštevy a ďalšie potrebné údaje o otázkach, ktoré sú predmetom záujmu, a o stupni ich utajenia,
- f/ názvy zariadení a priestorov, ktoré sa majú navštíviť,
- g/ mená a priezviská osôb, ktoré majú návštevníka prijať,
- h/ predbežné povolenie - súhlas bezpečnostného orgánu s vykonaním návštevy,
- i/ dátum, podpis a otláčok úradnej pečiatky bezpečnostného orgánu.

[TRANSLATION - TRADUCTION]

GENERAL AGREEMENT ON SECURITY BETWEEN THE GOVERNMENT
OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE SLO-
VAK REPUBLIC

The Government of the French Republic
and

The Government of the Slovak Republic (hereinafter referred to as "the Parties"),

Desiring to ensure the protection of all classified information and materials exchanged between the Parties under cooperation agreements already concluded or to be concluded and in connection with competitive bidding, contracts or orders from public or private bodies of the Parties,

Wishing to draw up rules for the protection of classified information and materials,
Have agreed on the following provisions:

Article 1

For the purposes of this Agreement:

1. "Classified information and materials" means information and materials of any kind which have been given a level of classification or protection as defined in article V of this Agreement and which, in the interests of national security and in conformity with the national legislation and regulations of the Parties, require protection against any of the following occurrences:

Compromise, destruction, misappropriation, removal, disclosure or loss of classified information or materials,

Access to such information or such materials by an unauthorized person or persons.

2. "Classified information" means any information the contents of which are classified, irrespective of the form it takes and the manner in which it is transmitted.

3. "Classified materials" means any information medium of whatever kind, including any document or matter on or in which information may be recorded or incorporated, regardless of its physical form.

4. "Recipient Party" means the Party to which the user transmits classified information and/or material.

5. "Transmitting Party" means the Party which sends (transmits) classified information or material.

6. "User" means the individual or body corporate which has been assigned responsibility, in particular by means of a contract or order, for executing the requests submitted, and which has undergone a security check up to a certain level of confidentiality, and which possesses the requisite security measures to ensure the protection of classified information and materials in keeping with the level of confidentiality of the request.

7. "Requester" means the Party, or the body to which it has assigned responsibility, which submits a request or requests access to classified information and materials.

8. "Institution" means any institution belonging to a public or private body where classified information and materials are handled, kept or stored.

9. "Third party" means any government which is not defined as being a Party to this Agreement, as well as any individual or body corporate possessing the nationality of the State of such government.

10. "Originating authority" means the individual or body corporate with which the classified information and materials originated.

Article II

1. In conformity with their national legislation, the Parties shall take the measures required to protect classified information and materials made available during the implementation of this Agreement, and shall ensure that the classified information and materials received enjoy the same protection as their own classified information and materials of the equivalent level of classification.

2. The Parties shall permit a third party to have access only with the prior written agreement of the originating Party.

3. The Parties undertake to carry out the necessary security inspections and to ensure that the principles for the protection of classified information and materials are respected in the territory of their State.

Article III

The security authorities designated for the purposes of this Agreement are as follows:

For France, the Department of Defence;

For the Slovak Republic, the Minister of the Interior.

Article IV

Access to classified information and materials shall be restricted solely to persons whose duties require access to such classified information and materials on the basis of their need to know and who have been cleared and authorized by the competent authorities.

Article V

1. The Parties, having taken cognizance of the security measures stipulated in their respective legislation and national regulations, undertake to protect all classified information and materials exchanged under this Agreement, and recognize the equivalence of the levels of protection shown in the table below:

France	Slovakia
Secret defense	Prisne tajne-tajne

Confidential defense Tajne

2. In conformity with the above table, each Party undertakes to apply its own national classification stamps of the equivalent level to classified information and materials as soon as they are received from the other Party.

3. The Parties shall inform each other of any subsequent change in classification.

Article VI

With a view to achieving and maintaining comparable security standards, each Party shall, on request, provide the other Party with information about its security regulations, procedures and practices in respect of the protection of classified information and materials and, to this end, shall facilitate contacts with the security authorities designated by the other Party.

Article VII

1. Classified information and materials shall be transmitted by one Party to the other through the diplomatic channel.

2. The Parties may agree that classified information and materials may be transmitted by a means of transport other than the diplomatic or military channel in cases where the use of such a courier would prove to be inappropriate and make transport more difficult.

3. The receiving Party shall confirm receipt of classified information and materials and shall transmit them to the individual or body corporate defined in article 1 in accordance with its national security regulations.

Article VIII

1. Each Party shall bring this Agreement to the attention of its institutions whenever classified information and materials are involved.

2. Each Party undertakes to ensure that all institutions receiving classified information and materials duly respect the provisions of this Agreement.

3. The security authorities of each Party shall draw up and distribute security instructions and procedures for the protection of classified information and materials.

Article IX

1. Each Party shall authorize any national of the other Party to have access to classified information and materials and to sites in which classified projects are being carried out, provided that the competent security authorities of the latter Party have given prior authorization.

2. If a request for a visit is submitted, authorization shall be granted to nationals who have the requisite clearance for the level of classification required for the subject and who are authorized to handle classified information and materials (hereinafter referred to as "visitors").

3. The competent authority of the requesting Party shall provide the visitors' names to the competent authority of the Party to be visited at least 20 days before the proposed date of the visit. In the event of a special need, the Parties shall authorize a visit as quickly as possible.

4. Requests for visits shall be drawn up in accordance with the procedures of the Party to be visited and shall include at the minimum the information specified in the annex, which forms an integral part of this Agreement.

5. For any specific project, programme or contract, lists of regular visitors may be drawn up with the approval of both Parties, provided that the competent security authorities give their prior agreement. These lists shall be valid for an initial period of 12 months, which may be extended by agreement between the competent security authorities for further periods not exceeding 12 months.

Such lists shall be drawn up and submitted in accordance with the provisions of the receiving Party currently in force.

Once such a list has been approved, visits by the persons whose names appear on the list shall be arranged directly with the institutions concerned.

6. Visitors shall handle any information that may be brought to their attention or knowledge during visits in conformity with the provisions of this Agreement.

Article X

1. When a Party sends classified information and materials intended for users of the other Party, the receiving Party shall:

Ensure that the facilities of the users are able to provide suitable protection for the information;

Grant the required level of security clearance to the users;

Grant the required level of clearance to the persons who need access to the classified information and materials in order to carry out their duties;

Ensure that all persons having access to the information are informed of their responsibilities for the protection of information in conformity with the legislation in force;

Carry out regular security inspections of the users' facilities.

2. Any contract or subcontract involving classified information shall have an annex on security. In that annex, the originating authority shall specify the information to be protected by the Party receiving it and the level of protection to be applied. Only the originating authority may change the classification level of information specified in a security annex.

Article XI

1. In the event of compromise, destruction, misappropriation, removal, unauthorized reproduction, disclosure, or actual or presumed loss of classified information, the Party to which the information was transmitted shall carry out an investigation, take all appropriate measures in accordance with its national legislation and regulations, and notify the originating authority without delay of the occurrence, the measures taken and the results.

2. Such notification shall contain sufficient detail to enable the originating authority to make a full evaluation of the harm done.

Article XII

1. Any disagreement concerning the interpretation or application of the measures provided for in this Agreement shall be settled by consultation between representatives of the two Parties.

2. During the period of disagreement, the two Parties shall continue to respect the obligations arising under the Agreement.

Article XIII

Insofar as its budget permits, each Party shall bear the expenses incurred in the implementation of this Agreement and the application of its provisions.

Article XIV

1. Each Party shall notify the other when the constitutional procedures required for the entry into force of this Agreement have been completed. The Agreement shall enter into force on the date the last such notification is received.

With effect from that date, these provisions shall apply also to any classified information and materials exchanged prior to the entry into force of this Agreement.

2. The Parties may amend this Agreement at any time by means of a written agreement in the same form.

3. This Agreement is concluded for an indefinite period and shall remain in force until one of the Parties notifies the other in writing of its intention to terminate it.

4. During the period prior to the termination of this Agreement, the Parties undertake to update on a reciprocal basis the classified information and materials that they have obtained or exchanged so as to establish clearly the classified information and materials that must remain classified and those which no longer need to be classified.

Article XV

In witness whereof the representatives of the two Governments, duly authorized thereto, have signed this Agreement and affixed thereto their seals.

Done in Paris on 20 March 1997 in duplicate, in the French and Slovak languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

HERVÉ DE CHARETTE

For the Government of the Slovak Republic :

PAVOL HAMZIK

ANNEX TO THE GENERAL AGREEMENT ON SECURITY BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE SLOVAK REPUBLIC

Requests for visits submitted pursuant to article IX, paragraph 4, shall include, inter alia:

1. The visitor's surname and first name, date and place of birth, nationality and passport number;
2. The position and duties of the visitor and the name of the institution where he or she is employed;
3. The visitor's level of clearance, authenticated by a security certificate to be provided by the requesting Party;
4. The proposed date and duration of the visit;
5. The purpose of the visit and any pertinent information concerning the subjects to be dealt with and the levels of classification of the classified information and materials;
6. The names of the institutions, facilities and sites to be visited;
7. The surnames and first names of the persons who are to receive the visitor;
8. The provisional authorization signifying the agreement of the competent security authority;
9. The date, signature and official stamp of the competent security authority.